

onzième sessions, et qui contiennent les observations et recommandations du Comité sur d'autres questions soulevées par les pétitionnaires;

3. *Décide* d'appeler particulièrement l'attention des pétitionnaires sur les observations et recommandations du Comité du Sud-Ouest Africain touchant le transfert de l'administration des affaires "indigènes" au Ministre des affaires indigènes de l'Union Sud-Africaine, ainsi que les droits et libertés des habitants du Territoire du Sud-Ouest Africain.

661ème séance plénière,  
26 février 1957.

### 1059 (XI). Solution de la question du Sud-Ouest Africain

*L'Assemblée générale,*

*Considérant* que, de tous les territoires qui étaient placés sous mandat des catégories B et C au moment de la dissolution de la Société des Nations, le Territoire du Sud-Ouest Africain est le seul qui n'ait pas été placé sous le régime international de tutelle créé par la Charte des Nations Unies,

*Considérant* qu'il est du plus grand intérêt de toutes les parties en cause que l'on aboutisse aussitôt que possible à une solution satisfaisante de la question du Sud-Ouest Africain,

*Ayant accepté*, par sa résolution 449 A (V) du 13 décembre 1950, l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice<sup>15</sup>, en date du 11 juillet 1950, sur la question du Sud-Ouest Africain,

*Tenant compte* des diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale au sujet du Territoire du Sud-Ouest Africain et du désir exprimé par des Etats Membres qui souhaitent que tous les efforts possibles soient faits pour aboutir à une solution satisfaisante du problème, dans l'esprit d'harmonie qui règne à l'Organisation des Nations Unies,

*Exprimant l'espoir* que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine collaborera pleinement avec l'Organisation des Nations Unies,

1. *Appelle l'attention* du Secrétaire général sur les débats qui ont eu lieu à la Quatrième Commission et aux séances plénières de l'Assemblée générale sur la question du Sud-Ouest Africain;

2. *Prie* le Secrétaire général de rechercher les possibilités et les moyens de résoudre de façon satisfaisante la question du Sud-Ouest Africain et de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour trouver une telle solution, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice;

3. *Prie* le Secrétaire général de faire un rapport à l'Assemblée générale sur cette question aussitôt qu'il le pourra.

661ème séance plénière,  
26 février 1957.

### 1060 (XI). Etude de l'action juridique permettant d'assurer le respect des obligations assumées par la Puissance mandataire en vertu du Mandat sur le Sud-Ouest Africain

*L'Assemblée générale,*

*Considérant* les dispositions du Mandat sur le Sud-Ouest Africain, du Pacte de la Société des Nations,

de la Charte des Nations Unies et des résolutions de l'Assemblée générale concernant le Sud-Ouest Africain,

*Notant* que les résolutions par lesquelles l'Assemblée générale a fait sien et a accepté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice<sup>15</sup>, en date du 11 juillet 1950, et a prié instamment l'Union Sud-Africaine de placer le Territoire du Sud-Ouest Africain sous le régime de tutelle n'ont pas eu d'effet,

1. *Demande* au Comité du Sud-Ouest Africain d'étudier la question suivante:

"Quelle est l'action juridique dont disposent les organes de l'Organisation des Nations Unies, les Membres de l'Organisation des Nations Unies ou les anciens Membres de la Société des Nations, agissant individuellement ou en commun, pour assurer que l'Union Sud-Africaine s'acquitte des obligations qu'elle a assumées en vertu du Mandat, en attendant que le Territoire du Sud-Ouest Africain soit placé sous le régime international de tutelle?"

2. *Demande en outre* au Comité du Sud-Ouest Africain de présenter à l'Assemblée générale, à sa douzième session, un rapport spécial contenant des conclusions et des recommandations sur cette question.

661ème séance plénière,  
26 février 1957.

### 1061 (XI). Composition du Comité du Sud-Ouest Africain

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* que, par sa résolution 749 A (VIII) du 28 novembre 1953, elle a créé, en attendant qu'un accord intervienne entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union Sud-Africaine au sujet de la question du Sud-Ouest Africain, un Comité du Sud-Ouest Africain composé de sept membres,

*Considérant* que le fait que cet accord n'est toujours pas intervenu exige que le Comité du Sud-Ouest Africain reste en fonctions aux fins énoncées dans la résolution 749 A (VIII),

*Décide* que:

a) Le nombre des membres du Comité du Sud-Ouest Africain sera porté à neuf, ces membres étant nommés par l'Assemblée générale sur la recommandation de la Quatrième Commission;

b) Un tiers des membres du Comité sera renouvelé chaque année selon la même procédure.

661ème séance plénière,  
26 février 1957.

\*  
\*

*A sa 661ème séance plénière, le 26 février 1957, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Quatrième Commission, a nommé l'Ethiopie et la Finlande comme nouveaux membres du Comité du Sud-Ouest Africain. En conséquence, le Comité se compose des Etats Membres suivants: BRÉSIL, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ETHIOPIE, FINLANDE, MEXIQUE, PAKISTAN, SYRIE, THAÏLANDE et URUGUAY.*

### 1062 (XI). Titres de voyage de pétitionnaires des Territoires sous tutelle

*L'Assemblée générale,*

*Ayant reçu et accepté* plusieurs demandes d'audience<sup>19</sup> émanant de pétitionnaires des Territoires sous tutelle

<sup>19</sup> *Ibid.*, onzième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour, documents A/C.4/330 et Add.1 à 26.